AGRICULTURE

Un sérieux coup de vache

Crise de la dioxine, crise de la vache folle, fièvre aphteuse, fermeture des frontières, destruction massive d'animaux, colonnes de tracteurs sur les autoroutes et dans les villes, il y a comme un malaise dans nos campagnes. Les consommateurs sont inquiets, les agriculteurs sont déboussolés, l'Europe est mise en cause, que se passe-t-il ? Que se passe-t-il donc dans ce monde rural que, spontanément, nous imaginons tranquille, stable, loin de l'agitation et du stress de la ville ? Qu'arrive-t-il aux agriculteurs, ces nourriciers des villes, ces gardiens de la nature et des traditions ?

Par Daniel Bodson

La plupart d'entre nous sont d'autant plus surpris par la crise actuelle et incapables de comprendre ce qui se passe qu'ils n'ont jamais prêté la moindre attention à l'évolution de cette partie de notre société qui vit en dehors des villes. Être branché, c'est penser urbain et, jusqu'à cette récente crise, la question du rural ne faisait plus recette. C'est à ce point vrai que l'on en était presque venu à penser le rural par défaut, comme un manque de ville.

Et puis, tout à coup, via la télévision, des images débarquent dans notre salon. Des milliers de cadavres de poulets sont déversés par des bulldozers dans des conteneurs pour être brulés dans les cimenteries : crise de la dioxine. Quelques mois plus tard, une vache à la démarche chancelante tente d'avancer dans une cour de ferme : c'est une vache folle atteinte de l'E.S.B. On revoit les même images de milliers de carcasses que l'on incinère dans les fours. Et puis, comme si ça ne suffisait pas, la fièvre aphteuse, dont on n'entendait plus parler, atteint les élevages britanniques, puis ceux du continent. Pour tenter d'arrêter la progression, on sacrifie et on brule des milliers de bêtes sur d'immenses buchers en plein air. La peur s'installe, le consommateur

hésite devant l'étal, les exportations sont stoppées, les agriculteurs grondent : le rural revient dans l'actualité, l'agriculture est à l'avant-scène. Mais quelle agriculture ? Celle de *Martine à la ferme* qui nous sert de prêt-à-penser ? Certainement pas, l'agriculture n'est plus ce qu'elle était (dans nos rêves infantiles), et c'est ce que nous allons tenter de comprendre ici.

UNE SOCIÉTÉ D'ABONDANCE QUI ENTRETIENT DES RAPPORTS AMBIGUS AVEC LA NATURE

Être agriculteur aujourd'hui dans l'hémisphère Nord, c'est s'inscrire dans un contexte caractérisé par une telle abondance alimentaire que l'on peut considérer notre époque comme une parenthèse tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité. Cette situation d'extrême confort que connait notre société depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a modifié profondément les rapports que la population entretient, non seulement avec l'agriculture et les agriculteurs, mais plus globalement avec les conditions de production de son alimentation.

Les grandes angoisses de l'humanité ont toujours été la guerre, le froid et surtout la faim. Dans nos régions, le sentiment de rareté était bien présent jusque dans les années cinquante. À l'heure actuelle, la société de consommation a remplacé cette société de rareté et cela a changé radicalement les termes dans lesquels la population pense et vit son rapport à l'alimentation. Ainsi, la surabondance alimentaire est considérée comme naturelle et allant de soi. Cette opinion est confortée dans notre société largement urbanisée par une vision naïve et rousseauiste du rapport à la nature. Nombre de nos contemporains pensent en effet qu'il suffit de laisser faire la nature pour qu'elle soit notre mère nourricière.

Dans le même ordre d'idées (fausses), les crises récentes et les images fortes qui y sont liées (incinération de bovins) ainsi que les nouveaux vocables qui ont envahi nos imaginaires et nos façons de penser (farines animales, bovins anthropophages) font peu à peu passer l'idée que l'action des agriculteurs perturbe gravement l'ordre de la nature, ce qui est oublier un peu vite toute l'importance de cette profession dans la construction de la situation alimentaire confortable que nous connaissons actuellement. Nos contemporains n'ont pas une vision claire de l'articulation entre nature, agriculture, alimentation et société, et ceci explique très certainement l'ambigüité de la relation entre agriculteurs et société. La nature n'a jamais nourri personne, c'est la culture et singulièrement l'agriculture qui permet à l'homme de manger. Nous ne devons pas le lait que nous buvons au pis des vaches mais bien à la capacité des agriculteurs à faire en sorte que les vaches produisent ce lait que nous buvons.

La relation entre les agriculteurs et les consommateurs souffre de l'oubli trop fréquent du fait que l'abondance de la nourriture n'est pas un don de la nature, qu'elle n'est jamais définitivement acquise et qu'elle résulte d'une mobilisation constante de l'ensemble de la chaine alimentaire, « de la fourche à la fourchette ».

LA CRISE ACTUELLE N'EST PAS SIMPLEMENT CONJONCTURELLE, ELLE EST STRUCTURELLE

Le secteur agricole connait depuis des années des crises de plus en plus aigües : après les hormones, il y a eu la dioxine puis dernièrement la vache folle. Le plus généralement, le secteur agricole et agroalimentaire, le politique et les organisations syndicales pensent cette situation et communiquent à propos de celle-ci en termes de crise conjoncturelle résultant de dysfonctionnements passagers d'un système par ailleurs fiable. Raisonnant de la sorte, ces divers acteurs responsables du secteur imaginent l'issue de la crise comme un retour à la situation antérieure débarrassée de ces dysfonctionnements accidentels. En d'autres termes, grâce aux solutions mises en place on espère retrouver l'agriculture que l'on connaissait avant la crise, mais en la nettoyant des dysfonctionnements qui ont pendant quelque temps grippé les rouages d'une machine par ailleurs bien huilée. Ainsi, par exemple, la suppression des farines animales et la destruction des cohortes de bovins suspects devraient-elles suffire à règler la crise de l'E.S.B. De même, la vaccination et la quarantaine viendraient-elles à bout de la crise de la fièvre aphteuse.

En réalité, cette approche du problème s'appuie sur un diagnostic erroné : les crises successives ne sont pas le résultat de dysfonctionnements accidentels, mais bien du fonctionnement normal de notre agriculture orientée vers toujours plus de productivité. La crise de la vache folle résulte d'une option spécifique pour le nourrissage des bovins qui a été partagée par l'ensemble des producteurs et cautionnée par l'ensemble des scientifiques et politiques concernés. L'épidémie de fièvre aphteuse trouve son origine pour une bonne part dans un mode d'élevage concentré et un mode de commercialisation et d'abattage qui augmentent sensiblement les risques de propagation des maladies. La crise agricole actuelle ne résulte donc pas d'un épisode accidentel, mais bien d'une ligne de conduite structurelle qui est la production à tout prix. La crise éclate au moment où une trop grande visibilité des effets pervers du système aboutit à la dénonciation des pratiques ordinaires de celui-ci. Il s'agit bien d'une crise structurelle, et pour sortir de cette situation il ne suffira pas de changer dans le système comme on l'espère encore maintenant, mais il faudra changer de système, autrement dit de politique agricole.

CHANGEMENT DE POLITIQUE AGRICOLE AU NIVEAU EUROPÉEN

Depuis la fin de la guerre, il y a dans notre société un consensus autour de l'option productiviste de notre agriculture : il fallait gagner la bataille de l'autosuffisance alimentaire comme il fallait gagner la bataille du charbon et de l'acier. Dans une telle perspective, toute l'attention et tous les efforts ont été focalisés sur la production. Depuis cette époque dans les pays européens, le politique a pensé son rôle de garant dans la chaine alimentaire essentiellement au niveau de la défense et de l'aide à la production. Par sa politique de subsides, l'Europe a soutenu et encouragé une

logique productiviste qui ne se souciait que très peu des impacts en amont et de la surproduction en aval. Rappelons-nous, par exemple, que la moitié du budget de l'Europe va à l'aide à l'agriculture. On a donc raisonné le problème de l'alimentation quasi exclusivement à partir des caractéristiques et des exigences de l'offre en laissant pratiquement de côté le point de vue de la demande, c'est-à-dire celui du marché et des consommateurs. De même, on ne s'est pas interrogé sur les effets collatéraux d'une telle politique tant sur l'environnement que sur la santé publique. La ligne politique était de permettre aux producteurs de produire beaucoup et à bas prix, quitte à ce que ce soit dans l'opacité. Cela a finalement débouché sur une relative impunité, ainsi que sur une certaine loi du silence à propos des pratiques et des moyens utilisés par le secteur pour produire en quantité d'une part[1] et, d'autre part, sur une surcapacité à produire entretenue par le soutien des prix des denrées par les subsides européens.

Aspirés par cette logique, les agriculteurs n'ont eu d'autre solution que de se mettre en condition de produire toujours et davantage, et ce y compris en s'endettant lourdement pour la plupart, confortés qu'ils étaient dans cette voie par les protections que leur accordait la politique agricole commune.

À l'heure actuelle, et il faut y être attentif, ce modèle se lézarde et l'on voit s'amorcer un déplacement radical de l'attention de la Commission européenne en la matière. D'une politique de soutien à la production agricole, celle-ci passe à la construction d'une politique de l'alimentation reposant sur trois nouveaux critères inscrits dans l'agenda 2000 : les prix du marché international, les exigences de la demande des consommateurs et la préservation de l'environnement. La Commission, et singulièrement le commissaire européen Fischler, gère l'impact de la crise de l'E.S.B. chez les producteurs bovins en étant très réticente à ce que les États dégagent des subsides compensatoires; ceci est un signe très clair de ce bouleversement. De même, la récente nomination d'une femme, écologiste de surcroit, comme ministre de l'Agriculture en Allemagne et le changement de dénomination du ministère de l'Agriculture, intervenu à cette occasion, qui est devenu ministère de l'Alimentation, de la consommation et de l'agriculture, indiquent que ce pays puissant dans l'Europe a déjà opté pour ce changement de politique.

La préoccupation de la Commission en matière de prix allant de pair avec une révision fondamentale du principe des primes tient au fait que l'agriculture européenne est quelque peu coincée entre les exigences américaines, d'une part, et l'ouverture à certains pays de l'Est, d'autre part. « À cet égard, la Commission confirme le choix politique opéré dans le document de stratégie agricole de décembre 1995 présenté au conseil européen de Madrid. Elle propose d'approfondir et d'étendre la réforme de 1992 en accentuant le

[1] Comprenons-nous bien, ceci ne veut pas dire qu'il n'y avait pas un contrôle sanitaire des produits livrés par l'agriculture, mais que les conditions de production étaient relativement peu surveillées.

glissement du soutien des prix vers des paiements directs. Cette ligne stratégique est guidée par deux préoccupations : d'une part, la Commission souhaite que l'agriculture devienne plus compétitive sur les marchés mondiaux, et d'autre part (dans la perspective de l'élargissement à l'Est), si les pays d'Europe centrale et orientale appliquaient à leurs niveaux actuels le soutien des prix agricoles et les paiements directs, des flux excessifs de liquidités créeraient d'importantes disparités de revenus et d'autres distorsions sociales dans les zones rurales, tandis que les excédents de sucre, de lait et de viande de l'Union augmenteraient[2]. »

En matière de qualité alimentaire, le changement qui s'amorce sous nos yeux n'est pas d'abord la fin de la production en quantité et le retour à une production artisanale comme pourraient le rêver certains. En effet, le problème de base qu'il faut résoudre tous les jours en matière d'alimentation est celui de produire des milliers de tonnes de produits divers et sains pour que nous puissions continuer à connaitre la situation d'abondance exceptionnelle qui est la nôtre depuis quelques décennies. Et cela demande indiscutablement la mise en œuvre de modes de production industriels. Il ne faut pas se tromper de débat : la situation ne se clive pas entre une production de quantité et industrielle mauvaise, d'une part, et une production artisanale « faite à la main » et bonne, d'autre part. La question n'est pas celle de l'échelle à laquelle on produit, mais bien celle des conditions dans lesquelles on produit et de la connaissance que doivent en avoir, certes les instances politiques, mais aussi les consommateurs. Autrement dit, ce vers quoi l'on va, c'est le passage d'une agriculture raidie dans ses convictions corporatistes et qui considère toute tentative pour lever l'opacité sur ses conditions de production comme une mise en doute de ses capacités et finalement comme une atteinte à ses privilèges, à une situation de plus grande ouverture aux désidératas de la demande et notamment d'une plus grande transparence, signe et symbole d'une production faite dans les règles de l'art. Ce passage vers une plus grande transparence ne se fera évidemment pas sans heurts. Ainsi, les récents démêlés du marché de Ciney avec l'association Gaia, de même que les bousculades dont sont victimes les journalistes dans les manifestations d'agriculteurs, indiquent toute la réticence du secteur à voir s'entrouvrir la porte sur ses propres manières de faire.

En matière d'environnement, enfin, l'agenda 2000 indique très nettement le souhait que l'agriculture devienne bien davantage partie prenante de l'entretien de l'espace rural, et ce en faisant notamment glisser un certain nombre de primes du soutien au prix vers l'aide à la superficie.

LA TRANSFORMATION RADICALE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR

C'est un truisme de dire que l'agriculture wallonne a connu depuis cinquante ans, et connait aujour-

[2] *Programme d'information du citoyen européen*, C.E.E. 1997, p. 2.

d'hui encore, des bouleversements qui sont sans précédent dans son histoire. Depuis l'introduction des premiers engrais chimiques jusqu'au génie génétique, en passant par la mécanisation et la mondialisation, les changements qui sont intervenus ont radicalement transformé le principe même du travail agricole, la vie des agriculteurs ainsi que le rôle que ceux-ci tiennent dans notre société.

À l'heure actuelle, le métier d'agriculteur est conditionné par deux dimensions essentielles qu'il faut bien saisir si l'on veut comprendre vraiment la situation. Premièrement, l'agriculteur contemporain doit être d'abord et avant tout un gestionnaire et jongler avec les problèmes financiers et les règlementations de tous ordres. Aujourd'hui, une exploitation viable n'est pas seulement une exploitation qui produit bien, c'est une exploitation qui est bien gérée, ce qui change singulièrement la nature de la profession d'agriculteur. C'est l'avènement de « l'agribusinessman ». Deuxièmement, on est passé d'une situation dans laquelle la maitrise de la capacité de production dépendait de la bonne connaissance des contraintes locales — qu'elles soient naturelles, culturelles ou sociales — à une situation dans laquelle les contraintes de production locales sont soumises aux lois du marché mondial, ce qui n'est pas non plus sans incidence sur la marge de manœuvre qui est laissée aux agriculteurs dans leurs choix stratégiques.

LA TRANSFORMATION DE LA PLACE DE L'AGRICULTEUR DANS L'ESPACE RURAL

Les représentations et les images guides les plus courantes du monde rural s'inspirent encore fortement de la vision d'un monde rural agricole, tel que celui-ci a pu être dans le passé (réel ou imaginaire) et dans lequel dominait largement la figure centrale de l'agriculteur.

Dans une situation rurale traditionnelle, en effet, l'activité agricole était l'activité dominante dans les villages, mais de plus, l'activité agricole imprégnait-elle fortement la culture dominante dans les villages. Ainsi, l'architecture, l'organisation et l'usage de l'espace, le découpage du temps, les échanges matrimoniaux relevaient essentiellement des impératifs de l'agriculture.

De plus, le groupe des agriculteurs était le plus souvent le groupe prédominant dans les villages, ce qui lui donnait un poids certain dans la vie politique et la vie sociale locale. À cela, il faut ajouter encore une grande maitrise de la décision au niveau local en matière de production agricole. Dans ce contexte, être agriculteur n'était pas seulement un métier, mais bien un état dont on pouvait avoir une conscience fière. C'est de cette époque révolue et quelque peu mythifiée que nous héritons l'idée selon laquelle l'agriculteur est le « vrai rural », le gardien de l'authenticité, le propriétaire réel ou symbolique de l'espace rural, positionnement dont ont largement bénéficié les agriculteurs sur le marché symbolique.

Dans le contexte wallon actuel, qui est celui d'un rural urbanisé, la

question de la position et du statut de l'agriculteur se pose de façon tout autre. On ne peut plus raisonnablement défendre l'idée d'un rural dominé économiquement et culturellement par l'agriculture. Celle-ci n'occupe plus en effet qu'un peu moins de 2 % de la population active.

En ce qui concerne le rapport à l'espace, si l'agriculture gère 44 % du territoire wallon en surface agricole utile, les agriculteurs ne sont plus les seuls utilisateurs de l'espace rural, loin s'en faut. La culture agricole n'est plus celle qui donne le ton de l'aménagement et qui impose son bon usage de l'espace villageois. Au cours des trois dernières décennies, l'agriculteur est devenu petit à petit un utilisateur de l'espace rural parmi d'autres. C'est ainsi que l'on a vu apparaitre des conflits d'usage de l'espace entre agriculteurs et non-agriculteurs. Pour les premiers, l'espace rural est d'abord un facteur de production, et le rapport à l'espace un rapport économique et fonctionnel. Pour les seconds, l'espace rural est d'abord un cadre de vie avec lequel s'entretient un rapport sur d'autres modalités y compris le mode esthétique. Dans la vie quotidienne, ces points de vue divergent sans que, pour autant, l'un puisse s'autoproclamer plus légitime que l'autre. Il a donc fallu prendre acte qu'en situation urbanisée, l'usage de l'espace rural n'était plus unique, mais bien multiple et cela a demandé la mise en place d'un *modus vivendi* qui prenne en compte les attentes légitimes des différents habitants de l'espace rural.

Ainsi, au fil du temps, l'agriculteur a perdu sa position centrale et quasi hégémonique dans l'espace rural, pour se trouver parmi d'autres acteurs et utilisateurs en situation de coexistence. À cette transformation de sa position dans le monde rural, s'ajoutent pour l'agriculteur certaines interrogations relatives à la constitution de son image sociale.

L'IMAGE TERNIE DE L'AGRICULTURE

Traditionnellement, l'image sociale de l'agriculteur est liée à sa double fonction de nourricier de la société et de gardien de la nature, et en cela elle est nettement positive. Cependant, les problèmes liés à la surproduction et aux aides compensatoires interpellent la société sur le sens d'un métier axé à outrance sur la production. De même, les problèmes liés à la pollution des sols et à la santé publique interpellent le grand public sur la fiabilité des productions agricoles.

À l'occasion de la foire de Libramont 2000 ont été publiés les résultats d'une enquête relative à la perception que les Wallons et les Bruxellois ont de leur agriculture. Ces résultats indiquent que cette agriculture est méconnue, sans emblème et grevée d'un déficit d'image important. Plus grave encore, les crises successives qui ont touché l'agriculture wallonne ont ébranlé la confiance du grand public vis-à-vis des agriculteurs. L'image de l'agriculture wallonne est non seulement floue, mais elle est ternie. Or l'univers de l'image est une dimension importante, voire essentielle, dans une société comme la nôtre : en effet, ce que l'on consomme, autant que la matérialité des choses, c'est une certaine image, un certain rêve, un ensemble d'évocations. D'importants efforts de communication s'imposent donc pour restaurer l'image de l'agricul-

ture wallonne auprès du grand public consommateur.

Obnubilé qu'il est par son rôle de producteur, le secteur agricole lui-même est encore loin de mesurer toute l'importance des signes, des symboles et des images. Force est de constater, en effet, que dans ce secteur, on considère le plus généralement que la réalité concrète, tangible — terrains, vaches et tracteurs —, est seule importante, et que l'image de celle-ci n'en serait qu'un reflet plus ou moins dérivé et donc plus ou moins soigné. Dès lors, non seulement le secteur agricole wallon souffre d'une dégradation de son image, mais il souffre aussi — et peut-être surtout — d'un manque de conscience de la gravité du phénomène, et ce y compris dans le chef de ses représentants.

UNE CRISE DE CONFIANCE QUI EST AVANT TOUT UNE CRISE DE LA GARANTIE

Les angoisses liées à l'alimentation que l'on croyaient être d'un autre âge ou d'un autre continent reviennent nous hanter sous une forme nouvelle : ce n'est plus la peur de ne pas manger, c'est la peur de ce que l'on mange. Pour une part, cette peur est produite par l'absence d'un garant crédible en qui l'on puisse avoir confiance au milieu de la tourmente. Qui, en effet, peut nous dire ce qui est grave et ce qui ne l'est pas, ce qui est un risque et ce qui ne l'est pas, comment il faut produire, ce qu'il faut manger, etc. Les hommes politiques tiennent des discours qui parfois se contredisent — ainsi, par exemple, les prises de position divergentes de Chirac et de Jospin à l'automne dernier en matière de farines animales — et les scientifiques appelés en renfort sèment d'autant plus le doute dans la population que celui-ci est au principe même de leur démarche réflexive. Tout cela débouche sur le fait qu'entre agriculture et grand public la relation de confiance se dégrade de jour en jour.

D'autre part, cette angoisse est liée aux questions que suscitent, dans la population, les récentes avancées en matière de biotechnologie et de génétique, qui concernent bien plus que le simple secteur agroalimentaire : qui manipule la vie crée la peur. À travers les interrogations relatives au clonage, au transfert d'embryons, aux O.G.M. pour ne citer que trois exemples, c'est, *in fine*, notre rapport au vivant qui est remis en question.

QUELLE IDENTITÉ, ET DONC QUEL RÔLE, POUR L'AGRICULTEUR DU XXIE SIÈCLE ?

Depuis cinquante ans, être agriculteur c'est être capable de produire beaucoup, pour ne pas dire le plus possible. Il y avait un large consensus social autour de ce rôle dévolu aux agriculteurs tant au niveau des politiques qui l'exprimaient à travers un soutien massif à la production que des consommateurs satisfaits de disposer d'une alimentation surabondante à bas prix. Les agriculteurs se sont donc construits une identité autour de cette capacité à produire toujours plus et se sont d'ailleurs dotés de quelques emblèmes symbolisant à souhait cette conscience fière : que l'on songe à la race blanc-bleu, par exemple, fleuron de l'élevage wallon. À présent, le

contexte évolue et le consensus autour d'une agriculture productiviste se lézarde pour ne pas dire est rompu tant du côté des autorités que du côté des consommateurs.

Cette remise en cause fondamentale ne va pas être sans conséquences : le scénario de la disparition des exploitations les plus fragiles parait plus que probable. Mais, au-delà de cet impact économique imminent, ce bouleversement crée d'ores et déjà un malaise profond dans le groupe des agriculteurs. De la même façon qu'en fermant les mines, il y a quelques décennies, on a porté un coup fatal à l'économie, mais aussi à l'identité des régions houillères, l'abandon d'une politique agricole productiviste atteint gravement les agriculteurs dans leur identité même, et ce n'est pas la perspective de devenir les jardiniers du paysage qui risque de les réjouir.

Remise en cause de son rôle de producteur, modification de sa position dans le monde rural, évolution de son statut professionnel et effritement de son image sociale, l'agriculteur contemporain souffre d'un problème identitaire. Or l'identité, que ce soit celle d'un individu ou celle d'une société, n'est pas d'abord liée à des qualités intrinsèques qu'il faut défendre contre des agressions extérieures. L'identité est liée à un positionnement dans un système d'échange et à la définition qui en découle. C'est pourquoi, le renouveau de l'identité de l'agriculteur passera, non pas par un, mais par deux repositionnements : celui de l'agriculteur dans le monde rural, d'une part, celui du monde rural dans l'ensemble social, d'autre part. La succession des crises actuelles nous indique à suffisance qu'il est urgent et déterminant de réfléchir au nouveau positionnement que nous voulons donner à l'espace rural et à la place que l'agriculture doit jouer dans celui-ci.

Si l'on n'y prend garde, en effet, on va droit à une situation où le rural se verra privé d'un statut spécifique et de toute capacité endogène de décision, pour se voir considéré par la logique économique dominante comme un territoire « vide » parce qu'en majorité non construit, et donc comme réserve foncière susceptible d'accueillir des lotissements, des zonings industriels et des villages de vacances. Il pourrait aussi être perçu, et de plus en plus exclusivement, comme espace de secondarité, c'est-à-dire comme un espace de loisirs et un espace de réserve pour une nature sacralisée dans lequel les agriculteurs joueraient les gardiens subsidiés.

Les agriculteurs ne veulent pas être réduits au simple rôle de jardinier du paysage et ils ont probablement raison, car renoncer à produire porterait un coup définitif à leur identité sociale. Dans notre société, en effet, un groupe social n'a pas d'identité fière s'il n'est pas inscrit dans un processus de production crucial pour le reste du corps social.

L'agriculture doit donc continuer à produire, mais autrement et surtout autre chose.

Autrement : on l'a évoqué plus haut, il ne s'agit pas de tout centrer sur la production artisanale, même si celle-ci doit avoir sa place. La seule production artisanale serait un mode de production dérisoire face aux besoins alimentaires de la société. Produire autrement veut dire produire en se souciant des effets collatéraux sanitaires, économiques

et environnementaux. Autrement dit, en redéfinissant les règles de l'art de la profession.

Autre chose : la capacité de production tant en matériel qu'en savoir-faire de l'agriculture doit être en partie réorientée vers des productions non alimentaires, comme la production de molécules pour l'industrie chimique et pharmaceutique. Cette proposition n'est pas neuve, elle a déjà été faite notamment par Michel Leblanc il y a une dizaine d'années, mais sans doute était-ce trop tôt[3]. Il y a là une ouverture à faire qui peut rencontrer à la fois la nécessité pour les agriculteurs de se repositionner dans le jeu économique, les besoins de la société en matière de nouvelles technologies et la définition d'un nouveau statut pour l'espace rural. En effet, le rural ne retrouvera un statut original, acceptable et reconnu que lorsqu'il s'avérera un espace non substituable pour la production de biens indispensables au reste de la société. C'est dans cette perspective que l'on peut considérer qu'une nouvelle identité pour les agriculteurs et une nouvelle définition du rural sont nécessairement liées.

Daniel Bodson

Daniel Bodson est sociologue, chargé de cours à l'U.C.L. Il a notamment publié *Les villageois*, L'Harmattan, Paris, 1993 et *Il y a une vie en dehors des villes*, La Lettre volée, Bruxelles, 1999.

La Revue nouvelle a également publié deux dossiers intitulés « Agriculture et monde rural » (septembre 1993) et « Citoyens-consommateurs » (novembre 1997).

3 Michel Leblanc, *L'agriculteur, la putain et le député*, Calmann-Lévy, Paris, 1993.